

## **« La République sort ses griffes. Origine et modernité des valeurs républicaines »**

**Laurent Heyberger  
Isabelle Lespinet-Morel  
Emmanuel Naquet  
Marie-Antoinette Vacelet**

Ce colloque, organisé par la Ville de Belfort et le laboratoire RECITS de l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard, s'est tenu les 12 et 13 novembre 2010, non seulement pour célébrer le 130<sup>e</sup> anniversaire du Lion de Bartholdi, mais encore pour faire écho au « débat » sur « l'identité nationale » initié par le gouvernement actuel, pour se pencher sur « l'identité républicaine » à travers les moments, les modèles, les symboles, les valeurs, avec leurs schèmes et leurs thèmes, et, profondeur oblige, leur résonance depuis plus de deux siècles. Disons-le d'emblée : cette rencontre, fort réussie, a été marquée par la richesse et la diversité des contributions qui paraîtront cette année chez Armand Colin.

La première demi-journée, qui interrogeait « les moments qui ont forgé la République », s'est ouverte par l'intervention de Patrice Gueniffey (EHESS) sur « La Première République, 1792-1804 : de la République des Lumières à la République impériale ». Questionnant les bornes chronologiques et le contenu politique et moral de ce régime, Patrice Gueniffey a montré l'indétermination caractéristique de la Première République.

Éric Anceau (Paris IV) a ensuite parlé de « L'importance de la République de 1848 dans l'histoire politique française » en montrant les contradictions : fraternité humanitaire ou isolationnisme prudent, république des rouges ou république des curés, république sociale ou république libérale, respect de la légalité ou appel ambigu à la légitimité.

Avec « Bonjour, Monsieur Renan ! République et Nation au début de la III<sup>e</sup> République », Jean-Pierre Rioux (Inspection générale) a rappelé les valeurs fondamentales défendues par Ernest Renan lors de sa fameuse conférence de 1882 : nation fondée sur la communauté de sentiment, sur le désir de vivre ensemble et d'avenir commun, et donc sur une conception ouverte de la nation, par opposition à la conception fermée, holiste, défendue alors par les penseurs allemands.

Puis Emmanuel Naquet (Sciences Po, Paris) a proposé une relecture de « L'Affaire Dreyfus, entre héritages, champs d'expériences et horizons d'attentes pour la République », en révélant le caractère « matriciel » de l'Affaire. Paradigme d'engagement, amorce d'une démocratie participative débouchant sur la revendication de l'équité pour tous, l'Affaire est autant la revendication du droit que des droits.

Dans une intervention structurée en sept points, Jean-Pierre Azéma (Sciences Po, Paris) a évoqué la mise entre parenthèses de la République sous Vichy, notamment d'un point de vue constitutionnel, idéologique et policier. Il a resitué dans le long

terme ce régime et réhabilité une III<sup>e</sup> République finissante, trop souvent et trop facilement décriée.

Enfin, Serge Berstein (Sciences Po, Paris), retenu à Paris et représenté par Robert Belot, a offert une vaste fresque de « La gauche française entre marxisme et République ». Retraçant « la longue marche du socialisme vers la République » (de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à 1936), puis « l'ère du marxisme triomphant » (1936-1975) et enfin « le repli de la gauche sur les valeurs républicaines » (de 1975 à nos jours), il a montré les contradictions (entre idéologie et pratiques électorales) et tensions (entre partis) qui émaillent l'histoire de la gauche.

Lors de la séance consacrée aux modèles et aux symboles de la République, des communications très diverses ont permis d'aborder les références et les représentations républicaines, par le biais du comparatisme géographique, mais aussi par celui d'une analyse des œuvres picturales, des textes littéraires, juridiques et philosophiques.

Les deux premières ont dessiné en creux la République française, en insistant sur les différences avec les cas suisse et américain. La communication de Gilbert Casarus (Université de Fribourg) a souligné combien différait la conception helvétique de l'État et de la Nation et combien les Suisses ne s'identifiaient pas à la République. Rejetant la laïcité et l'État centralisé, se méfiant de la Nation, les Suisses n'ont pas partagé l'engouement des Français pour la République, lui préférant la notion plus large de démocratie. Le cas américain, analysé par André Kaspi (Université Paris I), aurait également tendance à identifier une spécificité française. En dépit des voyages de certains politistes et politiciens français aux États-Unis, d'une admiration portée à certains présidents américains et du souhait de s'inspirer de l'exemple outre-Atlantique, le cas américain ne semble pas transposable aux Français et à la III<sup>e</sup> République.

Olivier Ihl (IEP, Grenoble), dans son intervention intitulée « Pavoiser aux couleurs de la République : un parcours socio-historique à travers la peinture française », a montré l'adhésion des peintres à l'idée républicaine sous la III<sup>e</sup> République. Des peintres comme Monnet, Manet, Van Gogh témoignent de cette acclamation visuelle, de cette fraternisation autour de la République et veulent drainer l'enthousiasme républicain par leurs toiles. Tandis que dans la génération suivante, les Dufy, Marquet, Steinlein ou Léger – tout en représentant des scènes de 14 juillet ou de pavoisement républicain – intègrent une certaine distance, une désinvolture ou un désenchantement.

À sa suite, la réflexion de Christian Amalvi (Université Paul Valéry – Montpellier III) a reposé sur les textes littéraires et historiques : « Le Roman national ou comment la République a, par le culte des grands hommes, à l'école et en place publique, rendu familière à tous les Français l'histoire de France. » Il a démontré comment et combien ces textes fondateurs (ceux de Lavis, de Vidal de la Blache, par exemple) avaient contribué à construire une épopée, une entité éternelle et intemporelle, en sanctifiant la Révolution française, sans diaboliser l'Ancien Régime, en faisant de la France une personne, en focalisant sur les destins individuels et exceptionnels et en adoptant une morale. Cette adhésion se rompt en 1968, lorsque les intellectuels critiquent le roman national (*cf.* Suzanne Citron) et que *Le Chagrin et la Pitié* ou *Français si vous saviez* ébranlent certains mythes.

Enfin, la contribution d'Annie Stora-Delamarre (Université Franche-Comté) a traité la question fondamentale des rapports tissés entre la morale, la justice et la

République. Elle a pointé les ambivalences de la III<sup>e</sup> République en matière de justice, renforçant tantôt la protection et la prévention, tantôt la sanction et la répression. Elle a mis en lumière l'émergence d'une citoyenneté sociale, d'une réflexion nouvelle sur les figures de l'impasse, grâce aux travaux de juristes comme Raymond Saleilles, Gabriel de Tarde ou René Béranger. Elle a montré également comment les juristes de la III<sup>e</sup> République prennent en compte le subjectivisme, tout en réaffirmant le rôle de l'État.

En guise de conclusion de cette première journée et avant une visite de l'exposition « La muse républicaine » et une représentation musicale associées à l'événement scientifique, Jean-Pierre Chevènement a brossé une fresque historique de l'idée républicaine en invoquant la modernité de celle-ci.

L'avant-dernière séance d'un colloque étendu sur deux jours très denses a été consacrée aux valeurs républicaines. Jean Baubérot (EPHE) a analysé les rapports entre laïcité et République comme une relation de tension féconde, évoquant les deux voies possibles de neutralité ou d'indépendance et la finalité de liberté de conscience pour les citoyens. En observant les différentes étapes et les différents régimes de laïcité en France, il a souligné comment la laïcité accommodante se poursuit au XX<sup>e</sup> siècle, tout en évoquant des rapports divers à la sécularisation.

Marie-Claude Blais (Université de Rouen) a présenté une idée qui structure le paysage politique et philosophique de la III<sup>e</sup> République : la solidarité, entre individualisme et collectivisme. Le solidarisme, en étant largement répandu dans la sphère juridique et politique, fonde une République sociale et démocratique. Marie-Claude Blais explique le succès de cette notion par un biais épistémologique, le développement des sciences naturelles, de l'économie libérale ainsi que le combat d'hommes comme Léon Bourgeois, Charles Gide, Alfred Fouillée ou Léon Duguy. À leurs yeux, le rôle de l'État est de garantir une « société de semblables » sans entamer la liberté individuelle. Cette doctrine, qui connaît son heure de gloire entre 1890 et 1914, revient en force dans les années 1980, avec Solidarnosc en Pologne, ou la création du premier ministère de la Solidarité en France par François Mitterrand.

Louis Bergès (Conservatoire général du patrimoine) s'est, quant à lui, attaché au « Service militaire et la défense citoyenne, mythe et évolution d'une valeur républicaine ». Proposant un retour panoramique sur cette institution, Louis Bergès est au départ parti des différents rapports ayant abouti à la loi du 28 octobre 1997, puis s'est plongé dans les textes des Lumières, pour suivre, sur le temps long des régimes successifs, les évolutions juridiques, principielles, idéologiques. Étudiant les divisions des élites politiques, partagées entre tenants de la Nation armée et partisans d'une professionnalisation, il a montré les mutations d'un questionnement qui court jusqu'à de Gaulle puis l'alternance de 1981, pour aboutir à la réforme puis à la suspension du service militaire. Mais sa communication, faisant écho à la journée précédente, s'est aussi intéressée aux représentations symboliques et mythiques des héros comme des batailles, et a interrogé les débats relatifs aux conceptions que les uns et les autres se font d'une Marianne nationale.

Dans le prolongement de cette sollicitation des valeurs, Anne Simonin (CNRS et Université Paris I et IV), sous le titre « L'indignité ou les bonnes mœurs républicaines », a étudié la substitution « d'indignité » à l'« outrage aux bonnes mœurs » qui avait fondé les relations entre morale et droit dans le régime républicain français, revisitant précisément l'approche de la morale par les Républicains dans le cadre d'une nation et d'une Cité en construction qui met à l'épreuve la notion de

liberté. Or, c'est notamment sur celle-ci que Yannick Bosc (Université de Rouen) a réfléchi en travaillant sur l'héritage indivis de la Révolution française en matière de liberté, d'égalité, de fraternité et de citoyenneté, mettant en lumière, par un voyage dans l'épaisseur de l'Histoire et de l'historiographie, la complexité des positions des philosophes, des historiens et des acteurs de la Révolution française face au tryptique, aujourd'hui sans cesse et partout brandi, mais dont les origines sont à mieux connaître.

L'après-midi du samedi 13 novembre a permis d'évoquer les valeurs de la République au regard du réel. Isabelle Lespinet-Moret (Université Paris Ouest Nanterre-La Défense) a abordé ainsi l'attitude de la III<sup>e</sup> République face à la question sociale. Comment répondre à la misère ouvrière, à la précarité d'une population en forte augmentation ? La République s'affirme comme seul régime capable d'assurer le progrès par des approches différentes, l'hygiénisme, le solidarisme, le mutualisme, le socialisme libéral et le droit du travail. Les lois votées au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ébauchent une République sociale et un État interventionniste. L'objectif de la III<sup>e</sup> République est d'intégrer politiquement et socialement le monde ouvrier. Cependant, avant 1914, la question de la durée du travail reste posée.

La scolarisation et la démocratisation de l'École sous les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques, enjeu majeur, sont traitées par Jean-Michel Chapoulie (Université Paris IV). Les grandes lois des années 1880 concernant l'enseignement primaire restent le socle de la scolarisation. À côté des écoles primaires, apparaissent peu à peu des écoles primaires supérieures, des écoles pratiques, mais la fréquentation des garçons est toujours supérieure à celle des filles. Sous la III<sup>e</sup> République, l'enseignement secondaire reste réservé à une élite, la démocratisation ne progresse que lentement. Les inégalités devant l'École demeurent toujours fortes jusqu'aux années 1950.

Carole Reynaud-Paligot (Université Paris IV) se saisit de la République raciale en soulignant l'importance de l'apparition de l'anthropologie au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle qui met en place chez certains penseurs, y compris républicains, l'inégalité et la hiérarchisation des races. Transformistes et créationnistes s'opposent alors, le monde colonial illustrant les contradictions entre les valeurs de la République et le différencialisme essentialiste.

Dans le même champ et par un titre provocateur, « Avant j'étais nègre... maintenant je suis français », Marc Michel (Université de Provence) analyse, à travers le témoignage de Baccari Dialo, la place des soldats coloniaux pendant la Première Guerre mondiale. 600 000 hommes sont recrutés dont la plus grande part vient de « l'Afrique d'en bas », tirailleurs issus de descendants d'esclaves, fauteurs de troubles... 30 000 d'entre eux disparaîtront. Si une certaine fraternité d'armes rapproche tirailleurs et soldats français, l'engagement des Africains fait naître chez eux le désir d'être français, l'aspiration à l'égalité, mais fait apparaître aussi les premiers foyers de contestation de la colonisation.

Enfin, Sami Naïr (Université Paris VIII) aborde les relations entre République et Nation. Pour lui, la République est universelle, comme la Nation qui l'habite. L'Europe abrite trois modèles de Nation ; or, quelle peut être la nature de la nation européenne ? À ses yeux, la réflexion est absente. La France devrait donc proposer un idéalisme républicain à toute l'Europe.

Robert Belot (Laboratoire RECIT de l'UTBM) clôt le colloque rappelant son origine : la volonté de la Ville de Belfort de commémorer les 130 ans du Lion de Bartholdi, la création de la République, donc un retour sur le passé, mais aussi une réflexion sur



***Histoire@Politique. Politique, culture, société*** – Rubrique « Comptes rendus – colloques ».  
Mis en ligne le 5 avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

les valeurs inhérentes de celle-ci. Les différentes interventions ont permis d'en cerner les ombres et les lumières, de faire la part des réussites et des échecs et de constater que les réalités n'ont pas toujours suivi les principes, mais que, malgré les errements et les compromissions, une œuvre a été réalisée.